

3337  
**NI MENTEURS  
NI ESCLAVES  
plus que jamais**



Ce « slogan » par lequel la Fédération Anarchiste, depuis un an bientôt, a manifesté sa position intrinsèque — intransigeance n'est pas sectarisme — apporte chaque jour la confirmation de sa justesse et de sa force de pénétration. Dans une situation historique où l'ennemi impérialiste s'exprime sous deux formes différentes et hostiles l'une à l'autre, « 3<sup>e</sup> FRONT » manifeste de façon vivante, dynamique, combattante, la CLAIRE ET « TRADITIONNELLE » POSITION ANARCHISTE.

En ces semaines où de nouveau la guerre généralisée a menacé, et menace encore, il ne semble pas superflu de revenir pour éliminer tous restes de confusion sur la signification précise du « 3<sup>e</sup> Front ».

Le « 3<sup>e</sup> Front » n'est pas un rassemblement à structure rigide, une nouvelle organisation de plus augmentant la confusion existante, ni une sorte de Front commun des pacifistes et des neutralistes.

C'est une POSITION, celle de la F.A., SANS ALTERATION NI COMPROMIS, destinée sous cette forme lapidaire, d'une part à attirer l'attention du public et à créer un climat psychologique de résistance à la psychose de guerre, un climat de confiance dans les possibilités d'une solution contre les deux blocs, d'autre part à resserrer autour de la F.A. et de ses groupes la masse sans cesse plus nombreuse et décidée de ses sympathisants, des hommes de bonne volonté et aussi de ces camarades pacifistes, abondanciers, de cette gauche flottante qui fit la clientèle de « Combat », de « Franc-Tireur », du R.D.R. même, qui sincèrement cherchent une voie, après avoir fait l'expérience amère des organisations assexuées et des rassemblements en demi-teinte.

Mais si « 3<sup>e</sup> Front » est une position destinée à RASSEMBLER DES HOMMES EN VERTU DES ORGANISATIONS et, ainsi que l'indiquait le récent congrès de la Région Parisienne, DERRIÈRE LA F.A., cela n'a pas nui à son pouvoir attractif. La position de la F.A. devait tout ou tard rallier les énergies révolutionnaires et si nos groupes actifs ont vu les adhésions des jeunes ouvriers et étudiants et de syndicalistes venir récompenser leurs efforts, nous avons eu aussi les témoignages de sympathie ou d'intérêt de nombreux lecteurs, même de ceux de journaux tels que « Combat ». Il est donc incontestable que la position 3<sup>e</sup> Front ait contribué à faire connaître la Fédération Anarchiste et qu'elle ait maintenu la pensée anarchiste dans toute sa rigueur contre ceux qui, un peu allégement, choisissaient le moindre mal, c'est-à-dire abdiquaient en définitive.

Les récents développements de la situation internationale sont venus justifier le 3<sup>e</sup> Front. Aux provocations de Staline en Corée, en juin dernier, ont répondu les provocations de Mac Arthur contre la Chine, et la guerre générale nous a frôlées une fois de plus.

Le départ de Mac Arthur ne résout rien d'ailleurs et en Iran la situation s'aggrave. Les prétextes, les occasions ne manqueront donc pas le jour où l'un des adversaires cédera à la panique, à la certitude de la victoire, ou au souci de ne pas perdre la face.

Il ne sera peut-être pas la guerre encore cet été, et il reste aux optimistes la perspective du recueil des combattants de l'un des adversaires devant la puissance accrue de l'autre. Mais nous devons être plus que jamais vigilante et prêts à toute action. Deja, en combattant sur le plan non seulement de la propagande antiguerrière, mais sur le plan social, sur le plan des revendications ouvrières même, nous avons combattu les Etats et leurs budgets de guerre, nous nous sommes attaqués au cœur même du problème et nous avons montré que la lutte 3<sup>e</sup> Front était une unité qu'elle se manifestait partout comme une opposition permanente au capitalisme privé comme à l'étatisme. En cela, elle se distingue du neutralisme même le plus sincère qui ne s'attaque pas aux facteurs essentiels et laisse dans l'ombre le problème de la continuation de la lutte en cas de guerre « quand même ».

Notre détermination d'être présents et agissants, dès maintenant et quoi qu'il arrive, ouvre la perspective d'un monde communiste libertaire quelques que soient les luttes à mener contre les deux blocs ou peut-être, un jour, contre le triumphant.

Nous ne nous promettons guère, pour longtemps, que d'après combats. Mais nous y forgerons notre dignité, notre liberté, notre sérieux révolutionnaire. Cela ne manque pas aussi d'être exaltant et vaut bien les succès faciles que promettent les partis. C'est pourquoi nous faisons fuir les vieillards même s'ils ont vingt ans, et que les jeunes de tout âge viennent à nous.

Fidélité, persévérance, sang-froid, vigilance, présence. C'est avec cela que nous vaincrons.

G. FONTENIS.

## L'affaire des vaccins

**L**E scandale suscité autour des vaccins nocifs de l'Institut Pasteur a des origines qui nous sont familières. Ici même, divers camarades et notamment Jean Lambert, ont dénoncé le scandale des vaccinations outrancières, arbitraires, injustifiables et effectuées sans garantie et précaution d'aucune sorte. Chacun connaît, d'autre part, autour de lui, maints cas de maladies et de décès entraînés par l'application aveugle de procédés dits scientifiques.

Cependant, comme nous le signalait notre camarade Luc, le gouvernement préfère consacrer à la guerre, à l'armement, les crédits qui permettraient la rénovation de l'équipement scientifique français. Saït-on qu'avec le prix de dix avions, un centre entier de recherche scientifique pourrait être créé ?

Ainsi, alors que l'on lance des appels pour la lutte contre le cancer, l'Etat couvre de son autorité aussi bien l'irresponsabilité de certains services publics que le charlatanisme de gredins avisés qui exploitent la maladie pour en vivre ! Un exemple :

### Le vaccin Marbaïs

Une grande propagande est faite actuellement, par exemple, en faveur du vaccin Marbaïs, vaccin guérissant, soi-disant la tuberculose : NOUS METTONS A NOUVEAU LES TUBERCULEUX EN GARDE CONTRE CETTE PRETENDUE PANACEE.

Il ne s'agit pas, comme beaucoup de gens le prétendent, d'une thérapeutique nouvelle. Cette dernière étant appliquée depuis 1930 environ, l'on ne saurait non plus tenir compte des prétendus cas de guérison de malades isolés, aucun contrôle sérieux n'ayant été fait avant et après le traitement. Rappelons qu'un certain nombre de ces malades « guéris » ont repris le chemin du sana.

En 1946, au Sana Paul-Doumer, 150 malades environ « essayèrent » ce traitement. Je fis à cette époque une conférence, mettant en garde les malades contre les traitements charlatanesques. Le résultat de cette expérience ? de nombreuses aggravations, aucune amélioration !

Le docteur qui me confirma ces résultats est comme nombre de ses collègues en sana, un grand malade, et vient à nouveau de partir en sana pour une seconde thoracoplastie.

A cette époque, lors d'une démarche au ministère de la Santé publique, le Dr Pecquignot nous déclara que le vaccin Marbaïs n'avait aucune valeur, qu'il était même dangereux et qu'au ministère on fermait les yeux. On croyait le ministre de la Santé publique plus soucieux de la santé de ses administrés !

(Suite p. 3, col. 6.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 265

VENDREDI 20 AVRIL 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## 3<sup>ME</sup> FRONT

## L'ACTION DU PEUPLE peut faire échec à la hausse des prix

### FAIRE FRONT A FRANCO

## Manifestation à New-York

Le 7 avril, s'est déroulée, devant l'ambassade franquiste à New-York, la plus ample manifestation organisée par la gauche indépendante depuis des années.

A l'appel de onze organisations antifascistes, parmi lesquelles il n'y a rien de surprenant à ne pas voir figurer les

### GREVE A MANTESA

Le frémissement de liberté qui secoue l'Espagne ne cesse de s'amplifier. Samedi, 1.000 ouvriers du textile ont cessé le travail dans une usine de Mantesa et ont obtenu une prime de cherté de vie de 60 pesetas (sous réserve de l'approbation du gouvernement).

L'action catholique, de son côté, vient de substituer au soutien enthousiaste de Franco, une condamnation symbolique. Mais que les suppôts de la pourriture vaticane ne se fassent pas d'illusion. Rien ne leur permettra d'échapper à la justice révolutionnaire LORSQUE SONNERA L'HEURE DE LA LIBERTE.

staliniens, les travailleurs et étudiants new-yorkais se sont regroupés pour clamer, face aux suppôts de Franco l'assassin, la solidarité du peuple américain au peuple espagnol martyrisé.

Des tracts furent diffusés, dont voici le texte :

« La classe ouvrière espagnole est en marche contre le fascisme ! Après treize ans d'oppression brutale par le régime meurtrier de Franco, les travailleurs espagnols se révoltèrent contre la hausse

des prix et l'exploitation garantie par l'Etat.

Serge NINN.

(Suite page 2, Col. 1)

### « OPÉRATION CHAILLOT »

L'APOTHEOSE de la protestation antifranquiste au Palais de Chaillot, s'est produite à la dernière représentation phalangiste « Cozas y danzas », le 12 avril.

C'est avec une précision encore plus remarquable que celle dont les camarades ont fait preuve lors de nos actions des 6, 8 et 10 avril, que les manifestants anarchistes auxquels étaient joints les jeunes socialistes, liquistes, trotskystes et bundistes, du Cartel d'Action, ont réussi leur OPERATION CHAILLOT !

Une fois de plus, le spectacle fut périodiquement interrompu par nos clamours, une fois de plus des milliers de tracts anarchistes furent diffusés, une fois de plus, enfin, la répression policière s'est acharnée sur nous, sans toutefois parvenir à renouveler les « sévices d'ordre » perpetrés le 10 avril ! Dix-huit jeunes ont ainsi été entraînés au poste de police, dont le siège de silence se vit, toute la nuit, troubler par le chant de « l'Internationale » !

Nous l'avons écrit, chacun l'a senti, de telles actions ne sont que le prélude de luttes encore plus vigoureuses, encore mieux organisées, toujours plus efficaces, et l'on sait que les anarchistes n'ont pas l'habitude de se laisser détourner du combat pour la cause révolutionnaire !

Il faut payer au prix fort le charbon importé qui assure de fonctionnement de la grosse métallurgie, combler les « trous » de toutes les administrations « nationalisées » ou non, payer les 70 milliards de budget militaire et les autres « cotés » dont parlent les laborieux rapports de la Cour des Comptes.

Ces sommes doivent donc être prélevées sur le pouvoir d'achat global des travailleurs...

### LE GRAND CIRQUE

Mais nos grands politiques sont optimistes. Les élections sont pour le 10 juin et il s'agit de tenir jusque-là, c'est-à-dire d'éviter le plus possible de mécontenter les diverses couches d'électeurs jusqu'à cette date fatidique !

Ensuite, lorsqu'ils seront muselés pour une nouvelle législature, après avoir « bien voté » il sera possible de « servir la vis » sans pitié pour remplir la caisse vide.

Chaque phase internationale pèse, comme une hypothèse, sur les réins des travailleurs.

ZINOPoulos.

(Suite page 2, col. 1)

## L'ENFER COLONIAL (II) TORTURES A TIÉMÉ

NOTRE appel en faveur des populations d'Oubangui-Chari a suscité une vive émotion dans tous les milieux antifascistes, aussi bien en France qu'outre-Mer. En A.E.F. même, nos camarades de Brazzaville et de Pointe-Noire notamment, ont pu alerter la population autochtone. Mais notre protestation ne se limitera pas uniquement à la révélation des sévices scandaleux, perpétrés avec la complicité de tous les partis parlementaires, sur les travailleurs du district de Lobaye. Certes, notre article a eu le mérite d'alerter une grande partie de la fraction consciente de l'opinion publique, il a permis aux camarades Africains de la Métropole ainsi qu'à nos militants de faire la preuve de l'ignominie du régime. Mais il nous incombe, ainsi qu'à tous les individus qui ont déclaré la guerre à l'injustice où qu'elle se manifeste, d'organiser la solidarité active à nos frères africains, de faire connaître partout les faits révélés par le « Libétaire », d'appeler dans les syndicats, les écoles et les universités, les travailleurs, les jeunes et les étudiants, à participer à une vaste campagne de vérité et de vengeance. Il fût que nos frères Africains se sentent épaulés dans leur combat, que leurs organisations sachent qu'il est un mouvement prêt à mener énergiquement la lutte contre toutes les oppressions.

EST-CE A DIRE QU'IL SOIT POSSIBLE DE REMEDIER PRESENTEMENT A TOUS LES CRIMES DU COLONIALISME ET DE LA DISCRIMINATION RA-

TION DE LA SOCIETE NOUVELLE.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre protestation en faveur du jeune noir Américain Mac Gee, auquel seule l'ampleur de l'indignation internationale a, jusqu'à présent, permis d'éviter la chaise électrique pour un prétentu viol, électrique trop éculé pour qu'on lui accorde foi. C'est dans cette même



Depuis cinq ans, Mac Gee attend la mort en prison !

et en Uganda, qu'impulsent également notre publication sour « Il Libétaire », de Milan et que soutient l'Internationale Anarchiste tout entière !

EST-CE A DIRE QU'IL SOIT POSSIBLE DE REMEDIER PRESENTEMENT A TOUS LES CRIMES DU COLONIALISME ET DE LA DISCRIMINATION RA-

TION DE LA SOCIETE NOUVELLE.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre protestation en faveur du jeune noir Américain Mac Gee, auquel seule l'ampleur de l'indignation internationale a, jusqu'à présent, permis d'éviter la chaise électrique pour un prétentu viol, électrique trop éculé pour qu'on lui accorde foi. C'est dans cette même

perspective que Carrefour (10 avril 1951) publie un long article pour démontrer à ses lecteurs que :

« L'Assemblée des prélates français n'était pas une assemblée électorale »,

et que si les cardinaux, archevêques et évêques de France se sont réunis à quelques mois des élections, eh bien, c'est par pure coïncidence.

Le canard et les corbeaux

« Carrefour » (10 avril 1951) publie un long article pour démontrer à ses lecteurs que :

« L'Assemblée des prélates français n'était pas une assemblée électorale »,

et que si les cardinaux, archevêques et évêques de France se sont réunis à quelques mois des élections, eh bien, c'est par pure coïncidence.

Le canard et les corbeaux

« Carrefour » (10 avril 1951) publie un long article pour démontrer à ses lecteurs que :

« Accord Mac Arthur-Truman »...

C'est même ce qu'un tas de gens lui reprochaient — entre autre.

On se demande ce que ces nouveaux Prométhées, bouffons de foies pour changer, fichent ici. Ces raclures de caisses L.V.F. seraient tellement mieux à leur place en Indochine. On y assassine aussi.

R. CAVANHIE.

(Suite page 2, col. 4.)

Et quelques heures plus tard Truman

lumineux Mac-Arthur.

## N'oublions pas... L'Internationale des assassins

OUS les événements politiques de la quinzaine, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, et ils sont nombreux, mériteraient d'être analysés avec minutie.

Le limogeage provisoire de Mac Arthur, la nomination de Ridgway, le conflit républicain-démocrate aux U.S.A., les violations réciproques de territoire au Vietnam, les combats sur la route Chwron-Hwachon en Corée, ne doivent pas, en effet, voiler l'importance des troubles d'Abadan où Russes et Anglais manœuvrant contre les U.S.A., du conflit du Maroc qui vient de rebondir, des indécisions du Palais Rose, du refus des conditions de paix nord-coréennes, des répercussions sur la politique laboriste de la mort de Bevin, ou de l'initiative indienne à propos du traité de Paix avec le Japon, non plus que du vote de compromis réussi le 17 par les 6 ministres des Affaires Etrangères, que l'attribution à Tito de 4 millions de livres par Londres et de 29 millions de dollars par Washington, ou que l'accélération du Réarmement Allemand décidé à la conférence de Bonn. Tous ces événements réunis, pour graves qu'ils soient, ne sauraient nous faire oublier que notre sort se joue également — dirons-nous surtout ? — là où nous pouvons modifier quelque peu l'avenir, en France même. Non pas qu'il s'assez pour nous de jouer au pythionne en ce qui concerne la future loi électorale, mais bien parce qu'il nous importe, au premier chef, de signaler à la population les méfaits du Gouvernement qui pratique partout où il en a le pouvoir, dans la métropole comme en Indochine, en Afrique, à Madagascar et aux Antilles, une politique de misère et de guerre.

L'accélération des trains de hause, l'augmentation par milliards des immobiliers, l'utilisation méthodique de l'inflation, le développement de la répression qui s'exerce actuellement, en particulier, sur le Conseil de la paix, l'extension

## ECHEC A LA HAUSSE DES PRIX

Suite de la 1<sup>e</sup> page

Le redoublement de la course aux armements détermine une hausse généralisée des matières premières due au stockage; à n'importe quel prix les importateurs et exportateurs font de bonnes affaires et tous les « producteurs » de matières stratégiques amoncellent des fortunes fabuleuses sur la crainte et la mort à crédit.

D'ailleurs, les « grands » partis s'apprécient à la grande bagarre électorale. Le P.C.F. a lancé la grande souscription nationale et De Gaulle un appel pour que le « peuple » français qui se fait fort de créer « l'ordre » par l'absorption (de force) des vertus militaires.

L'une et l'autre opposition se fait fort de plumer M.R.P. et S.F.I.O. pour le grand jeu, tandis que la majorité gouvernementale espère cristalliser les électeurs sur un but de lutte contre l'opposition communiste et gaulliste.

Et quel sera le programme des querelles du Pouvoir politique?

*De déjà entendu et du déjà promis,*

## LA MANIFESTATION DE NEW-YORK

(Suite de la première page)

« Voici trois semaines, près d'un demi-million de travailleurs paralysent Barcelone par une grève générale de 48 heures. La féroce répression étatique, emprisonnant 5.000 travailleurs, n'a pas interrompu la lutte. En dépit de la rigide censure gouvernementale, les communiqués des organisations clandestines ont pu annoncer l'extension du combat à d'autres régions industrielles d'Espagne.

« CES LUTTEURS HEROIQUES ONT LANCE PAR LEUR ACTE UN APPEL AU MOUVEMENT OUVRIER DU MONDE ENTIER ET AUX ANTIFASCISTES POUR RENFORCER LEUR COMBAT QUI DEBARASSERA L'ESPAGNE DE LA VERMIN DONT ELLE EST ENVAHIE AUJOURD'HUI.

« Nous manifestons devant ce conseil pour exprimer notre solidarité aux travailleurs. Leur victoire future sera un coup porté à la réaction mondiale qui se répercute dans tous les pays.

« Le Mouvement Ouvrier Américain doit aider le peuple espagnol à écraser le fascisme. Des dollars et des fusils américains renforcent ce régime haineux. Les travailleurs doivent exiger que cette aide gouvernementale à Franco,

« PAS UN SOU, PAS UN FUSIL POUR L'ESCLAVAGE DU PEUPLE ESPAGNOL !

« A BAS LA REPRESSION FRANQUISTE !

« LIBERTE POUR L'ESPAGNE ! « A BAS TOUTS LES TOTALITARISMES ! »

Ont signé cet appel : Solidarité International Antifascista, Independent Socialist League, Socialist Workers Party, Libertarian Socialist League, Internationalist Socialist Youth, Socialist Youth League, N.Y. Student Federation Against War, Students' Union of Resist War (C.C.N.Y.), Students' Left Unity Group, Spartacus Club of N.Y.U., The Catholic Worker.

c'est-à-dire, révision de la politique financière, révision du système fiscal, révision de la structure économique. Autrement dit : du VENT.

Mais au fait, la vie de l'Etat et de toutes les institutions économiques n'est-ce pas de durer, de passer les caps et d'user les volontés de réorganisation au point que les masses estiment qu'il n'y a pas de remède ?

Puis que jamais les militants ouvriers, les travailleurs doivent être vigilants et faire admettre dans les luttes à venir des méthodes de combat plus appropriées à la situation nouvelle consacrée par la collusion de l'administration et de la grosse industrie.

Les travailleurs doivent faire inclure dans les conventions collectives l'échelle mobile, la suppression des zones, les 40 heures payées 48, comme garantie essentielle de leur pouvoir d'achat actuel vis-à-vis de l'indice des prix. Mais ils doivent se préparer aussi à une lutte plus efficace, plus complète, plus pénible.

Plus que jamais les principes gestionnaires doivent être mis au point et appliqués par la solidarité des travailleurs manuels et intellectuels. C'est là le point névralgique de la question sociale. La rupture du cercle infernal des salaires et des prix ne peut être possible que par un effort d'organisation ouvrière visant à arracher la gestion des entreprises de grosses et de moyennes dimensions, de la tutelle étatique et patronale. Tout le problème est là et ce problème pose le principe de la capacité économique des travailleurs et, en définitive, de la REVOLUTION !

L'organisation du monde économique actuel mène à la misère et à la guerre, au désordre étatique, au gaspillage; l'effort coopératif des travailleurs de toutes les branches industrielles et agricoles, manuelles et intellectuelles doit permettre le développement d'une organisation économique et administrative plus libre et féconde.

## Le meeting du S.N.I.

(Suite de la 4<sup>e</sup> page)

Le Syndicat national des institutrices a voté contre les représentants des fonctionnaires C.G.T. et F.O., qui, pour la première fois, sur le plan départemental, prenaient ensemble la parole dans une même réunion.

Bonnaire a développé les revendications de F.O. et notamment une augmentation mensuelle de 4.850 francs.

Bertou, au nom de la section parisienne de l'Union Générale des Syndicats de Fonctionnaires (C.G.T.) a précisé sa position revendicative : 6.500 francs par mois et pour tous, en attendant la revalorisation générale des traitements, l'échelle mobile, la suppression des abattements de zone et d'école.

Le secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale (autonome), Vergne, dans son intervention finale, s'est félicité de l'initiative du Syndicat des institutrices qui permettait d'envisager un serrement de l'unité et il a déclaré que sa fédération était prête à harmoniser ses revendications avec celles des autres fédérations.

De son côté, Augeperse, secrétaire général du Syndicat autonome des institutrices, avait déclaré : « Puisque pour la première fois les organisations de fonctionnaires sont ensemble, espérons que ce n'est qu'un premier pas et que nous pourrons ensemble mener l'action prochaine. »

Les éducateurs anarchistes étaient présents... et vigilants !

## Y a-t-il un problème de la jeunesse ?

Les époques de troubles, d'intenses bouleversements, d'évolutions rapides marquent fortement toutes les couches de la société. En revanche, elles voient s'accentuer les divergences de réactions qu'offrent ces différentes couches aux mêmes événements.

Aujourd'hui, la jeunesse subit comme tous les milieux humains l'empreinte du moment. Mais elle réagit selon des modes sinon particuliers, du moins plus nettement accentués que ceux qu'empruntent les réactions des hommes des autres générations. Cela tient à ce que les jeunes ont des activités spécifiques, qu'ils n'ont pas les mêmes soucis ni les mêmes intérêts particuliers, ni les mêmes loisirs que les autres membres de la société. Sinon, ils ont une biologie, une « humeur » particulières.

Il y a donc un problème de la jeunesse. Il consiste à rechercher comment les jeunes de notre époque traduisent à leur façon les tendances et événements historiques, sociaux, actuels.

Posons la question sous une forme pratique : en cet après-guerre étouffant, sans joie, alors que s'accumulent déjà les causes du futur massacre, que dit, que fait, que veut la jeunesse ?

On encore : reste-t-il au monde un espoir d'être sauvé ?

Certes, il y a la jeunesse des « surprises », la jeunesse des dansings, la jeunesse « zarzue » composée pour une grande partie de jeunes bourgeois richeurs et niais sous leurs airs graves et pâmes. Parmi eux, on a côté d'eux, de faux étudiants, de petits employés d'assurances et des dactylos prétentueux, quelques ouvriers aussi qui veulent singer les plaisirs et les jeux décadents d'une bourgeoisie qui s'est éteinte sans gloire. A côté de ces « vieillards de vingt ans » dont parlait Giono, et pour lesquels tout est content dans le choix d'une coiffure ou dans la forme d'un revers de veste, il faut placer la jeunesse nombreuse des cinémas et des bals de quartiers qui trop souvent recherche le genre « affranchi » et que l'on voit déferler, les dimanches, au long des faubourgs ; jeunesse de pauvres, de délaissés, sans guide et sans appels. Cette jeunesse-là permet l'espoir.

Noublions pas, non plus, ces jeunes sans voix, esclaves des familles, que le printemps leur a rendu l'ambition pour les pique-nique. Et, non plus, ces grands écoliers trop sérieux, ces jeunes ouvriers studieux qui, par petits groupes, se réunissent pour se sentir moins seuls dans leurs recherches, leurs espoirs, leurs rêves.

Il y a aussi la jeunesse bien sage et naïve des scouts et des organisations sportives. Elle a au moins cette vertu d'aimer l'air pur.

Mais il y a la jeunesse que l'on peut qualifier « politique », celle qui, cœur enthousiaste et tête froide, sent bien que sont sorti dépend de celui du monde. Elle veut connaître les sociétés et leurs problèmes : Jeunesse des partis qui savent se dévouer et veulent bâti un monde, et se fourvoient. Mais surtout, tous, des Auberges et des Camps, et jeunes Libertaires, amis de la grande amitié merveilleuse des gars et des filles ; ces jeunes-là préfèrent les mimes aux piées des boulevards, le foible jazz commercial ; ils peuvent aussi apprécier la valeur du véritable swing, mais ils préfèrent l'Amitié à « la Madelon » et la vie de plaisir aux sports traditionnels. Ces jeunes-là chantent au long des routes, aiment la vie. Ils sont les certificats d'un bel avenir. Conscients des tares de la vieille société, arrières de séries connaissances sociales et d'instincts vitaux qui leur font présenter le vrai chemin, ils ne peuvent être sectaires, la vie qu'ils mènent conduit à la fraternité et la haine qu'expriment leurs chants de lutte n'est que la haine de la haine.

La loi qui se dégage de l'observation de toutes ces jeunesse, c'est qu'il existe, sous d'extrêmes divergences d'appartenance, une unité profonde de la jeunesse aujourd'hui. Unité aïeuse d'abord : nulle part de joie sereine, de quétitude, de simple bonheur, de véritable insouciance. D'autres jeunesse ont connu ce-

la ! La jeunesse d'aujourd'hui est sériouse ou triste.

Mais ce qui exprime l'agonie d'un monde est aussi un gage d'espoir. Le jeune chrétien comme le jeune communiste veut un monde plus juste, une vie plus digne et plus heureuse. Au fond, comme le jeune anarchiste, il exprime une aspiration vers une société nouvelle, saine et joyeuse. Il n'est pas jusqu'au jeune snob qui ne manifeste à sa façon, et inconsciemment, la décadence d'un monde où l'on doit s'étourdir ou combattre pour ne pas succomber. D'un côté, réaction de lutte, de l'autre, réaction de décadence, mais à un même fait. Il est bon, peut-être, que des jeunes nous rappellent, par leur genre de vie, d'une façon saisissante, qu'une société est en train de pourrir. Et même si ce n'est qu'un « vieillard de vingt ans » dont parlait Giono, et pour lesquels tout est content dans le choix d'une coiffure ou dans la forme d'un revers de veste, il faut placer la jeunesse nombreuse des cinémas et des bals de quartiers qui trop souvent recherche le genre « affranchi » et que l'on voit déferler, les dimanches, au long des faubourgs ; jeunesse de pauvres, de délaissés, sans guide et sans appels. Cette jeunesse-là permet l'espoir.

Ce que toute la jeunesse d'aujourd'hui nous crée, c'est donc l'agonie d'un monde, mais l'appel d'une vie nouvelle.

A ceux qui le comprennent de se joindre dans la lutte, pour aider cette jeunesse à vivre, à croire et à combattre. Enthousiaste d'un côté, elle est inquiète et malade de l'autre. Qu'importe ? Les jeunes gens à longs cheveux, les filles à coiffures et ceux qui jouent aux « durs » ne sont pas d'avance perdus. Leur attitude artificielle cache souvent

ce qu'ils n'osent pas être. Soyons persuadés qu'il y a là une sorte de puissant comparaison à celle des poètes « fantaisistes » d'il y a vingt-cinq ans et que Tristan Derème a fait si bien comprendre.

Il se peut que dans quelques années une jeunesse magnifique parte au devant de la vie, vers la Cité Nouvelle.

## INTER-FAC

Depuis le 12 avril, les 2.500 étudiants du P.G.B. (physique, chimie, biologie), du S.P.C.N. (sciences physiques, chimiques et naturelles), du M.P.C. (mathématiques, physique, chimie) sont privés de travaux pratiques. En effet, le doyen de la Faculté des sciences a pris la décision d'interdire aux ceux-ci à la suite du conflit qui oppose les garçons de salle à l'administration.

Depuis le début de l'année scolaire, en raison de l'accroissement de l'effectif des étudiants, le personnel est contraint d'effectuer des heures supplémentaires pour permettre la tenue des travaux pratiques. Celles-ci ne sont pas payées par manque de crédits.

L'Inter-Fac exprime sa solidarité au personnel, souligne que l'interruption des T.P. n'est due qu'à l'avis des Lettres et appelle les étudiants à organiser, sur la base d'un « Comité Front Etudiant », la grève des cours.

Signalons qu'une situation semblable risque de se retrouver dans d'autres services de la Faculté des Sciences. Les professeurs doivent tenir dans le courant de cette semaine une réunion pour déterminer leur attitude afin de témoigner leur solidarité à ce personnel.

\*

## VERS L'INTER-E.N.

A l'appel de leurs sections syndicales, les élèves, les agents agrégés répétiteurs,

les chercheurs et les agents de laboratoires de l'Ecole Normale Supérieure se sont réunis pour discuter de leurs revendications. Ils ont été un large comité d'action auquel ils ont donné mandat d'engager toutes négociations. Au cas où le gouvernement ne donnerait pas toutes les garanties nécessaires pour l'aboutissement des revendications, ils ont l'unanimité, dans un mandat au comité d'action de déclencher une grève d'avertissement de vingt-quatre heures.

L'Assemblée s'est prononcée pour l'accompagnement immédiat de 6.600 francs et l'échelle mobile.

\*

## GREVE A KARAOUYNE

Les étudiants de l'Université Karaouyne, de Fez, sont en grève depuis samedi. Ils ne s'étaient pas présentés aux cours pour protester contre la condamnation, la semaine dernière, d'un de leurs professeurs à 15 mois de prison.

D'autre part, cinq professeurs viennent d'être exclus par le résident. L'Inter-Fac a adressé un message de solidarité aux grévistes. Que les profs de la « métropole » comprennent la valeur de l'acte des étudiants de Fez, et ils auront à cœur, par un soutien actif de NOS revendications, à assurer notre appui... pour des causes défendables.

\*

## TORTURES A TIÉMÉ

(Suite de la première page)

Plusieurs témoins oculaires ont déposé par écrit sur ces scènes de sauvageries, que « L'Human » du 12, après une énumération d'adjectifs « maison », qualifie de « Tragiques incidents ».

Il nous suffira de reproduire intégralement les déclarations en cause, pour que nos lecteurs puissent apprécier s'il s'agit vraiment d'« incidents ».

Un témoin déclare : « J'ai vu l'administrateur D..., fusillé au dos, au domicile de Ladji Sylla qu'il a lui-même jeté dehors et il a marché sur son corps étendu à terre. Le 2 mars, j'ai été l'hôte de mon cousin revenant des tortures. Vers 16 heures de la même journée, mon cousin Daouda a vomi du sang noir, dû certainement aux coups reçus. Peu après il a rendu son dernier souffle. »

Un autre témoin déclare : « Je suis un de ceux qui ont été battus et embarqués sur un camion pour Odienne. On nous a fait promener dans la ville jusqu'à la Résidence en courant, en chantant sous la chichote. Dans la cour de la prison, les gardes nous ont fait déshabiller... L'administrateur donna ordre de me battre. Non satisfait, il est venu lui-même me rouer de coups. »

Un troisième témoin écrit : « Je fus arrêté avec 73 de mes compagnons qui ont passé à tour de rôle à l'interrogatoire chez l'administrateur sur leur position politique. Je ne pourrais terminer sans parler sur cette femme, Mabang Sylla, qui a été battue durant toute la durée des tortures. Elle a été battue avec une féroce inexprimable. »

Un autre témoin déclare : « Je suis le marché officiel sur les villages de Bosia et Bohanga; cette date est fixée par l'Administration et il y a plus de 10 ans que ces marchés ont toujours lieu à la même date et à la même heure... »

...Les enfants et les femmes se

réunissent dès le lever du soleil, suivent la veille lorsqu'ils viennent de villages éloignés et attendent, sur la place du village, que les commerçants viennent acheter leurs produits : huile de palme et palmiers ; ces marchés ont lieu sous la surveillance des militaires indigènes et en présence du Chef de District qui, étant qu'administrateur et président de la S.I.P. locale, achète lui-même. La Socoulole (société coopérative) de l'Oubangui-Lobaye-Lessoé dont je suis Président, société légalement enregistrée et exercant également son activité, se présente sur les lessidj marchés, au même titre que les autres commercans — Portugais, Belges et Métropolitains français — et ceci depuis décembre 1948. Le marché est fait par nos secrétaires qui achètent exclusivement les produits de ces établissements présentant leur carte, ainsi qu'il en avait été décidé avec M. Le Gouverneur Maubher et M. le Gouverneur Deltell et conformément à la loi du 10-9-47.

Le 10, vers 8 h. 30, j'arrive avec le camion de la Socoulole accompagné de ma femme, de ma fille et des agents de la Socoulole sur le lieu du marché de Bosia. Les commerçants et les vendeurs étaient déjà présents, empêtrant le marché qui ouvre à 9 heures. Vers 9 h. arrive le Chef du District.

A ce moment je monte sur le marché de notre camion et je déclare en langue ngbaka :

« Un de nos chefs vient de mourir dans la prison de M'Baiki : conformément à notre coutume, nous devons lui offrir le deuil ; l'Administration nous expliquera les causes de sa mort ; nous ne faisons pas le marché : asseyez-vous. »

La population se retire dans le calme.

M. le Chef de District monte dans son camion et prend la route de Bokanga ; nous le suivons et le rejoignons à la sortie du village où il se trouvait arrêté pour faire le plein d'essence ; avec son autorisation, nous le dépassons et arrivons vers midi à Bokanga.

Nous y retrouvons le même genre de foule : femmes et enfants chargés de paniers de palmistes et de

QUELQUES HEURES APRES, BOGANDA, SA FEMME ET SA FILLE DE SIX MOIS ET DEMI, SE VIRENT INCARCERES, EN COMPAGNIE DES EMPLOYES DE LA COOPERATIVE, QUI EUX, FURENT LIGOTTES ET MISES DANS DES CAMIONS ! TOUT CELA SOUS PRETEXTE DE REFUS DE CIRCULER !



# La F.A. et l'Action Syndicale

**L**ES confusions, honnêtes ou intéressées, qui règnent ou que certains font régner à ce sujet, nous contraignent périodiquement à faire le point, pouvant-on lire dans l'un de nos éditoriaux syndicaux (1), en introduction à un article dont aujourd'hui nous avons repris le titre.

Une fois de plus, en effet, il semble s'avérer nécessaire d'expliquer l'attitude claire et nuancée adoptée par la Fédération Anarchiste, et qui vient s'insérer entre la position prise par ceux pour qui l'activité syndicale suffit à l'anarchisme et celle défendue par ceux qui nient son efficacité.

Rappelons ce que nous écrivions alors, formulant en cinq points les bases de notre combat ouvrier et paysan :

1<sup>e</sup> L'activité syndicale est la forme actuellement la plus connue, la plus pratiquée, de l'action ouvrière. Cependant, elle n'est pas toute l'action ouvrière et il faut tenir compte des grèves faites en dehors des syndicats (grèves « sauvages »), des comités de grève, des comités de chômeurs, etc...

L'ACTIVITE SYNDICALE — nous préférons ce terme à celui de syndicalisme, trop vague — N'EST DONG QU'UN ASPECT DES LUTTES OUVRIERES.

2<sup>e</sup> Les luttes ouvrières elles-mêmes ne sont pas toute la vie sociale. Il y a, à côté, l'action coopérative, l'agitation générale, l'éducation, les luttes des jeunes, des étudiants, des vieux, DES PAYSANS, etc...

L'ANARCHISME NE PEUT DONG SE LIMITER NI AU SYNDICALISME, NI MEME AUX LUTTES OUVRIERES.

Même, il ne peut laisser entendre qu'un anarchiste s'y intéresse forcément et au premier chef.

3<sup>e</sup> Le mouvement anarchiste, dans son ensemble, considère que les luttes ouvrières, en particulier sous leur forme « syndicaliste », bien que ne représentant pas toute l'action anarchiste de préparation et de pratique révolutionnaires, en est une partie importante, la plus importante souvent dans les pays industrialisés de notre époque.

En conséquence, UNE DES PRINCIPALES TACHES DES ANARCHISTES EST D'ETRE PRESENTS DANS L'ACTION SYNDICALE, même si cette action est limitée ou décevante. Nous sommes ainsi fidèles à la célèbre « Lettre aux Anarchistes » de P. Pelloutier.

4<sup>e</sup> Les militants de la F.A. sont donc présents dans les syndicats comme ils sont présents dans tous les groupes ou formations, spontanés ou permanents, où il leur est possible d'agir en anarchistes, de faire connaître les idées communistes libertaires. Cela ne peut jamais signifier que celui qui se considère d'abord à l'activité syndicale doit se désintéresser de l'organisation progressivement anarchiste, la F.A. Au contraire, les anarchistes doivent être liés entre eux pour agir de façon concertée dans les syndicats, afin d'y défendre des positions d'auto-organisation, d'antipolitisation. S'unir ne signifie pas forcément s'unir pour naître à l'activité libre des syndicats, mais signifie pour nous, s'unir pour défendre et promouvoir honnêtement une action syndicale révolutionnaire (indépendante est un terme vague). Entendons-nous bien : les anarchistes n'ont pas à renoncer à l'anarchisme dans les syndicats, ils doivent s'y conduire en anarchistes, donc sans manœuvres bureaucratiques, mais aussi sans maladresse ou goût du scandale, de telle sorte que leur action se fasse au profit de leurs idées. Le syndicalisme ne peut pas être neutre ; qu'il soit marqué idéologiquement dès le départ ou qu'il soit unitaire, il relève l'esprit de ses animateurs. Il est politique et étatique, ou antipolitique et anarchiste, il est de tendance réformiste ou d'inspiration révolutionnaire, et cela d'après ses animateurs et non d'après son étiquette.

L'ACTIVITE DES ANARCHISTES DANS L'ACTION SYNDICALE EST DONG, comme dans toutes les autres formes d'activité, UNE ACTIVITE ANARCHISTE, REVOLUTIONNAIRE, L'ORGANISATION ANARCHISTE PROPREMENT DITE EST UNE NECESSITE.

5<sup>e</sup> Les anarchistes, liés entre eux, sachant bien ce qu'ils veulent, agissant dans les syndicats, il importe relativement peu que leur action passe dans un syndicat nettement et ouvertement teinté d'anarchisme ou dans un syndicat unitaire où se retrouvent réformistes et révolutionnaires. L'important, c'est la présence et l'efficacité. C'est pourquoi la F.A. n'a pas voulu, dans une période de bouillonnement et de bouleversements, briser ses forces en se rattachant à une décision majoritaire en faveur de la C.N.T., ou au contraire d'une centrale plus largement ouverte : C.G.T., F.O., Autonomes. En faveur de sa position de « rassemblement », la F.A. possède encore cet argument : depuis l'existence de la C.G.T.S.R., après l'acte de guerre, il n'a pas été possible de déterminer si l'activité dans une centrale anarchiste était plus profitable ou moins efficace que le travail de minorité dans une centrale unitaire... La F.A. a préféré une coordination de ses militants, quel que soit le syndicat dans lequel ils préfèrent agir, compte tenu des possibilités dans leur profession ou leur localité.

LA F.A., PAR SA COMMISSION DE COORDINATION SYNDICALE ET DE DOUBLE OUVRIERE, ENTEND DONG OBTENIR LE MEILLEUR RENDEMENT POSSIBLE DES MILITANTS AGISSANT EN ANARCHISTES, DANS LES DIFFERENTES SYNDICATS.

Si elle se refuse de soutenir — inconditionnellement — une centrale ou une minorité, fût-ce la C.N.T., c'est qu'elle veut juger aux actes, non aux gestes ou aux étiquettes. Elle a soutenu et popularisé la grève d'Ainaygues, menée par des militants de la C.N.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu les luttes de chez Renault menées par des militants C.N.T., mais aussi C.G.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu la grève de chez Bessemer à Angers, menée par des militants F.O. ou C.N.T. agissant en anarchistes.

La F.A. se fait donc un devoir de signaler et de soutenir toutes les actions — et même les manifestes et programmes — des syndicats ou des minorités ayant une attitude révolutionnaire, actions et programmes inspirés par ses militants ou spontanément de tendance anarchiste. De même qu'elle tient à signaler ce qui lui paraît être des erreurs, des voies sans issues, des trahisons.

Il a été possible, à l'usage, de s'assurer de la valeur de cette position. Si, évidemment, elle a pu paraître intransigeante aux tenants de telle ou telle Centrale, plus soucieux du renom d'une étiquette que de la validité d'un combat, elle a permis, par contre, à la Fédération Anarchiste d'accroître les possibilités de ses groupes d'entreprise, de renforcer ses positions sur le front social et, surtout, d'orienter au maximum et partout où c'était possible dans un sens révolutionnaire, les efforts consentis par les travailleurs, ce qui était et reste le but de notre combat ouvrier.

LA COMMISSION SYNDICALE.

(1) Voir le Lib du 22-9-1950.

# LE COMBAT OUVRIER

## A PROPOS DE L'ACCORD F.O.-PATRONAT DANS LA CHAUSSE

Le 5 avril 1951, les bureaux F.O. de la chaussure ont signé un protocole d'accord sur les salaires avec la Fédération patronale.

Cet accord, au cas où les indices du Bulletin officiel de la Statistique générale de France auront varié d'au moins 5 % en hausse, pourra être révisé le 1<sup>er</sup> juillet 1951, selon une conception bâtarde de l'échelle mobile. La base du calcul de l'accord s'établira sur le taux de 65 francs d'heure pour Paris, avec abattement pour la province.

On comprend ce genre de pécunierie ne soit pas du goût des travailleurs de la chaussure et qu'en dirigeants syndicaux des autres centrales réagissent !

La bureautique G.F.T.C., une fois n'est pas coutume, s'est refusée à s'associer avec F.O. Quant à la direction de la C.G.T., elle se plaint de ce que « l'accord érasre scandaleusement toute hiérarchie des salaires » et l'on en croit l'interview par l'Humanité, le 10 avril (page 5), de Mauve, secrétaire général de la Fédération des Cuirs et Peaux.

A Paris, l'accord F.O. se traduit ainsi qu'il suit :

Coefficient 100... 65 fr.  
— 115... 74 fr. 75  
— 132... 85 fr. 20  
— 155... 100 fr. 75  
— 170... 110 fr. 50

La C.G.T. demande 116 fr. 50 l'heure au coefficient 100, ainsi qu'une augmentation immédiate sur les salaires réels de 15 francs (15 % pour ceux qui travaillent aux pieds).

Tous les travailleurs de la chaussure, eux, en dépit de tous les accords, ont leur mot à dire et peuvent se prononcer pour :

— une échelle mobile non bâtarde et automatiquement l'armée ; 3<sup>e</sup> à ne jamais faire

appel à la police et à l'armée contre les grevistes.

En contrepartie, les syndicats s'engageraient « à ne pas s'opposer en cas de grève aux mesures nécessaires à la sauvegarde des appareils et des installations ».

En cas de refus de la Chambre Syndicale Patronale de la Sidérurgie, les dirigeants des syndicats, et particulièrement ceux de la C.G.T., dénoncent pour leur part l'accord du 31 mars dernier concernant la récente augmentation (1) des salaires.

A Paris, chez Plé, la direction a accordé 8 %. Les ouvriers revendent 15 % montant par là que ce n'est pas aux dirigeants syndicaux, ni aux patrons, mais bien aux travailleurs, de décider de tout accord sur les salaires.

A Caudran (Gironde), chez A. Moulins (Allier), chez Bailly, le personnel obtient 10 % à partir du 1<sup>er</sup> avril, ainsi que « l'accord érasre scandaleusement toute hiérarchie des salaires » et l'on en croit l'interview par l'Humanité, le 10 avril (page 5), de Mauve, secrétaire général de la Fédération des Cuirs et Peaux.

A Paris, l'accord F.O. se traduit ainsi qu'il suit :

Coefficient 100... 65 fr.  
— 115... 74 fr. 75  
— 132... 85 fr. 20  
— 155... 100 fr. 75  
— 170... 110 fr. 50

La C.G.T. demande 116 fr. 50 l'heure au coefficient 100, ainsi qu'une augmentation immédiate sur les salaires réels de 15 francs (15 % pour ceux qui travaillent aux pieds).

Tous les travailleurs de la sidérurgie de Meurthe-et-Moselle doivent se prononcer par voie de référendum sur une proposition des syndicats demandant aux patrons : 1<sup>e</sup> de ne jamais faire appel aux « journées » de l'intérieur ou de l'extérieur de l'entreprise ; 2<sup>e</sup> de s'opposer en cas de grève à l'occupation et à la grève de l'usine par les C.R.S. ou par

CHARITE PARLEMENTAIRE

La Commission parlementaire du travail accepte d'inclure dans les clauses obligatoires

appel à la police et à l'armée contre les grevistes.

Autrement dit les commissaires acceptent l'échelle mobile, mais avec une restriction, Curieux, comme tout ce qui concerne la classe ouvrière est intéressant !

Les travailleurs n'ont jamais demandé une échelle mobile à retardement, que l'on sait !

Il résultait bien étonnant que les patrons fassent la promesse de ne point faire appel aux jeunes, aux C.P.S., à la police et à l'armée. Dès lors on peut se demander si la position des dirigeants syndicaux n'est pas, avant tout, un moyen de dénoncer un accord impopulaire auprès des travailleurs lorrains et de faire « machine arrière » sans perdre la face.

La meilleure réponse à l'accord honteux du 31 mars a été donnée par les ouvriers sidérurgiques en grève à Michelville, Boulogne, Thuequenay, Villeneuve, etc., qui obtiennent ainsi une majoration de leurs salaires moins dérisoire.

A Rouen, 10 % aux Tanneries, tandis que dans la région parisienne il n'y a pas de grève des travailleurs de la chaussure et qu'en dirigeants syndicaux, ni aux patrons, mais bien aux travailleurs, de décider de tout accord sur les salaires.

A Bort-les-Orgues (Corrèze), chez A. Caudran (Gironde), chez Trolley, les ouvriers de la chaussure obtiennent 9 fr. 30 sur 15 francs.

A Moulins (Allier), chez Bailly, le personnel obtient 10 % à partir du 1<sup>er</sup> avril, ainsi que « l'accord érasre scandaleusement toute hiérarchie des salaires » et l'on en croit l'interview par l'Humanité, le 10 avril (page 5), de Mauve, secrétaire général de la Fédération des Cuirs et Peaux.

A Paris, l'accord F.O. se traduit ainsi qu'il suit :

Coefficient 100... 65 fr.  
— 115... 74 fr. 75  
— 132... 85 fr. 20  
— 155... 100 fr. 75  
— 170... 110 fr. 50

La C.G.T. demande 116 fr. 50 l'heure au coefficient 100, ainsi qu'une augmentation immédiate sur les salaires réels de 15 francs (15 % pour ceux qui travaillent aux pieds).

Tous les travailleurs de la sidérurgie de Meurthe-et-Moselle doivent se prononcer par voie de référendum sur une proposition des syndicats demandant aux patrons : 1<sup>e</sup> de ne jamais faire appel aux « journées » de l'intérieur ou de l'extérieur de l'entreprise ; 2<sup>e</sup> de s'opposer en cas de grève à l'occupation et à la grève de l'usine par les C.R.S. ou par

CHARITE PARLEMENTAIRE

La Commission parlementaire du travail accepte d'inclure dans les clauses obligatoires

appel à la police et à l'armée contre les grevistes.

Les patrons s'empressent de se servir, employant une méthode qui leur est chère — la mise à pied — frappant ainsi plus de 70 ouvriers. Cette suspension de lampes devant durer ce que les patrons jugeraient nécessaire.

Ces réprimandes devront d'abord la

comprendre que les patrons

évoquent la loi sur les conventions

collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs.

Les patrons évoquent la loi sur les

conventions collectives, un paragraphe

mentionnant la nécessité

d'assurer la sécurité

des travailleurs